

BULLETIN

DE L'UNION RÉPUBLICAINE DE LANGUE FRANÇAISE.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
12 NUMEROS.....\$1.

BUREAUX: 135 WOOSTER STREET, NEW YORK.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
12 NUMEROS.....\$1.

Célébration de l'anniversaire de la Révolution de Février, à New York.

Le 23 février 1870, l'Union républicaine de langue française, centre de New-York, a pris l'initiative d'un grand banquet pour célébrer l'anniversaire de la révolution de Février 1848. Voula-t-on mettre ses principes en pratique, elle a décidé que ce banquet serait organisé par l'Union républicaine au bénéfice de la caisse du *Bulletin* de la Société. Le succès, un grand succès, a couronné cette initiative. Plus de cinq cents personnes, parmi lesquelles beaucoup de dames, assistaient à ce banquet fraternel. La vaste salle la *Union Assembly Rooms* était pleine. Un dîner froid, mais riche et varié, était servi par les sociétaires eux-mêmes, dont un grand nombre s'étaient offerts pour la circonstance. Les convives n'ont eu qu'à se louer de ces "garçons improvisés." Ils n'étaient plus, ceux-là, des mercenaires salariés, négligents comme tout homme qu'on paie; ils étaient actifs, ponctuels, prévenants, parce qu'ils avaient à cœur le succès de l'entreprise. Aussi les membres du comité d'organisation, ainsi que les nombreux volontaires qui les ont secondés, ont fait d'un banquet démocratique par le bas prix du repas et des boissons, un véritable festin. Ils ont prouvé ce qu'il est possible de faire lorsque le cœur guide les bras.

Après le repas, communication est faite à l'assemblée de deux lettres, l'une du citoyen Cortambert, l'autre du citoyen Jules Leroux, qui, ne pouvant assister au banquet, envoient leurs toasts par écrit.

Le citoyen Suireau déploie dans la salle le drapeau rouge, emblème de la République universelle, et le salue par quelques chaleureuses paroles.

Plusieurs toasts sont ensuite portés par les citoyens

VILLA—Au 24 Février,

LABLAUX—Aux irréconciliables,

VOGELI—Aux femmes,

FAIDER—A ceux que les Granier de Cassagnac appellent les *voyous*, la *crapule*,

ORSINI—Aux Cubains,

GOUIN—Aux proscrits,

CONSTANT—Aux femmes de la Révolution.

Aussitôt après les toasts, l'orchestre joue la Marche nationale; tables et bancs sont enlevés en un clin-d'œil par quelques centaines de bras, et la salle de banquet se trouve transformée comme par enchantement en salle de bal. Place aux dames!

Nous donnons ci-dessous un extrait des principaux toasts.

Le citoyen Ch. VILLA, Président:

Au 24 Février!

A la Révolution!

Citoyens, ce n'est pas en quelques mots que l'on pourrait esquisser un résumé, si rapide et si succinct qu'il fût, de l'histoire glorieuse de nos révolutions—ou plutôt de notre révolution, car le grand mouvement de la revendication populaire commencé en 1789 par les géants dont nous sommes les fils un peu dégénérés, est encore inachevé.

1830 et 1848 en furent les étapes; 1870, j'en ai l'espoir, sera le premier chapitre du dénouement. Mais jusqu'au jour où le grand justicier—le peuple—aura puni les traîtres et les parjures, vengé les

victimes et fait table rase de toutes les institutions vermineuses qui étranglent aujourd'hui la liberté, nous devons considérer que la période révolutionnaire suit son cours.

Où! tant qu'il existera des capitalistes oppresseurs, des armées permanentes, un clergé souple et ambitieux complice de tous les despotismes—puissance dans l'Etat—s'emparant des âmes, aspirant à diriger l'instruction de nos fils; tant qu'il y aura des courtisans, des castes nobiliaires, des dynasties royales ou impériales—c'est-à-dire le parjure, le vol et l'assassinat au sommet et le meurtre en bas—car le mauvais pas plus que le bon sang ne peut mentir, et, quand le chef de la famille assassine une république, un prince de sang peut bien se passer la fantaisie d'assassiner un républicain—surtout quand il y a cette circonstance atténuante que le républicain est en outre un journaliste; tant donc que nous n'aurons pas, par un effort suprême, déblayé le terrain de tous les parasites et de toutes les scories sociales qui l'encombrent, la révolution restera inachevée.

Cet historique du passé, nous l'avons déjà fait ensemble; nous aussi nous avons passé la revue de tous les gredins et autres Cassagnacs. Plus d'une fois nous avons associé ensemble—nous vieux luttés sans autres grades ni titres que notre fidélité à la sainte cause et notre foi aux principes—plus d'une fois nous avons associé nos souvenirs, nos regrets et nos espérances.

Aujourd'hui, réunissons-nous encore dans une pensée commune et jetons le cri d'espoir: *Surreum corda!* vers la toute puissante Liberté dont le jour approche!

Et surtout soyons prêts! que les leçons, les déceptions du passé nous servent.

1789 a consacré l'affranchissement du peuple. De rien qu'il était, en une nuit, il est devenu tout... (en théorie.) Saluons les colosses tombés dans la lutte et reprenons aujourd'hui leur œuvre, car 1830 fut une déception et 1848 une tentative avortée. La grande gloire de 1848, sa gloire impérissable sera pourtant d'avoir affranchi tous les hommes et d'avoir posé la question sociale.

1789 a proclamé l'Egalité.

1830 est supposé avoir consacré la Liberté.

1848 a posé la question de Solidarité.

Or, question posée, question résolue; ce n'est plus qu'une affaire de temps.

Donc le jour va venir et je me demande avec anxiété si nous sommes prêts?

Oh oui! Le bonapartisme, ce débat dans les étreintes de l'agonie. L'empire succombe sous la réprobation de la conscience universelle et sous le poids de ses propres fautes, de ses crimes.

En vain pour se sauver a-t-il essayé les demi-concessions, il n'y aura gagné que la déconsidération qui s'attache à la lâcheté peureuse. Non! ces concessions ne le sauveront pas; IL N'Y A PAS DE COMPROMIS AVEC LE DROIT ET L'EMPIRE N'EXISTE QUE PAR UNE AUDACIEUSE NEGATION DU DROIT. Voilà pourquoi nous sommes fiers d'être des *irréconciliables*.

Loin de se sauver, il se perd encore mieux, lui et ses soutiens. Quiconque touche à l'empire est perdu. Ollivier, le renégat, est à jamais souillé et ne sauvera pas son maître, même en accumulant les persécutions et les mesquineries contre les généreux défenseurs du peuple. Ollivier, opposé à Rochefort, à Flourens, à Fonvielle! L'ambition, le parjure, opposés au courage, à la loyauté!

L'histoire jugera.

Les modérés l'ont pensé, ce ministre parlementaire; mais les modérés sont les plus terribles ennemis de la démocratie.

Ces pseudo-libéraux ne sont que de timides et lâches ambitieux à vue étroite; il leur faut des portefeuilles, voilà leur objectif!

Ah! si notre expérience de ces hommes n'est pas faite, c'est que nous avons perdu la mémoire.

Et si à un nouveau triomphe succédaient de nouvelles défaites, ce serait notre faute, car nous savons où est l'ennemi.

Le plus redoutable de tous c'est le prêtre, car il nous vole la plus précieuse des libertés, celle de la conscience! Il pénètre dans nos familles, s'empare des femmes et cherche à abrutir nos enfants.

Citoyens! Voulez-vous que la révolution triomphe?

Ecoutez le langage de nos adversaires.

La sagesse veut que l'on demande la vérité, non à ses propres amis mais à ses ennemis. Les uns sont quelquefois aveuglés par affectio, les autres—non. La haine rend clairvoyant.

Que disent-ils?

“La république n'est pas possible, parce qu'il n'y a pas de républicains.” Et ils ont raison. Il n'y en a pas... il n'y en a pas assez.

Eh bien! Voulez-vous, je le répète, que la révolution triomphe?

Avant la question sociale, avant la question politique, songez à la question de conscience! songez au prêtre, détruisez son influence; soyez logiques une bonne fois, et si vous ne pratiquez pas, ne laissez plus par une coupable routine ou par un faux respect humain—ne laissez plus pratiquer autour de vous et chez vous, ces formules de la sottise et de la superstition. Croyez à la morale indépendante et donnez-en l'exemple. En un mot, faites vos femmes républicaines, pour avoir des enfants républicains.

Premier toast communiqué.

New-York, 23 février

Monsieur DEBUCHY, président du comité du Banquet de l'Union républicaine.

Mon cher M. Debuchy,

Dans l'impossibilité de me rendre à l'invitation dont vous avez bien voulu m'honorer, je vous prie de me servir d'interprète auprès des membres de l'Union républicaine, réunis pour célébrer un des plus grands événements de notre histoire.

La Révolution de Février a été démocratique et sociale. Conservons-lui ce double titre, que tous lui ont donné, ses amis comme ses ennemis. Elle était démocratique, c'est-à-dire qu'elle tendait à investir enfin le peuple de la toute-puissance politique; elle était sociale, c'est-à-dire qu'elle voulait introduire enfin la justice dans l'organisation intime de la société, aussi bien que dans la constitution du gouvernement. Tel fut, en deux mots, son programme, qui est devenu celui de la France, de l'Europe et du monde.

La Révolution de Février a échoué dans sa sublime entreprise. Faut-il nous en étonner? Si elle avait réussi, complètement réussi, elle aurait accompli un prodige plus étonnant que tous ceux dont la terre a jamais été témoin, puisqu'elle aurait mis la liberté et la justice à la place de toutes les tyrannies et de tous les privilèges. Elle a échoué; mais elle nous a laissé son programme, qui est en quelque sorte l'âme ou la puissance vitale de l'humanité.

Ne voyez-vous pas que c'est ce programme, ce glaive à deux tranchants, comme la parole divine du Nazaréen, qui soulève peu à peu les peuples contre leurs oppresseurs politiques et les travailleurs de toutes les nations contre l'exploitation du capital? Et croyez-vous que ce programme n'ait été pour rien dans le terrible combat de la République américaine contre l'oligarchie sudiste, dans la victoire de l'Union sur l'esclavage, dans l'égalité politique que nous voyons enfin triompher des plus orgueilleux préjugés?

Ce programme est partout. Il a réveillé l'Amérique comme le vieux monde. Il est dans les efforts faits pour pousser en avant cette démocratie, qui se croyait arrivée à la perfection, dans la lutte du travail contre le parasitisme et l'oisiveté, dans les courageuses revendications du sexe faible. Il est dans cette Union républicaine dont vous donnez le spectacle à votre patrie adoptive et au moyen de laquelle les représentants de la pensée française peuvent se tenir en relations constantes d'une extrémité du pays à l'autre. N'oublions pas que c'est à nous surtout, à nous républicains de langue française, que la Révolution de Février a légué son double

programme, et comprenons bien que si la race anglo-saxonne, avec laquelle nous combinons nos efforts, peut nous donner d'utiles et grandes leçons de politique, c'est à nous qu'il appartient de l'initier aux vrais principes de la rénovation sociale. C'est de l'intelligence et féconde union des deux races que dépend l'avenir du monde.

L. CORTAMBERT.

Deuxième toast communiqué.

Le citoyen JULES LEROUX, de Topeka (Kansas):
Aux vrais moyens à prendre pour rendre la France homogène.

La France n'est pas homogène. C'est là ce qui la tue. Proie sanglante et pantelante de la division extrême, forcée, elle marche de plus en plus vite à sa ruine certaine, à l'abandon honteux du rôle glorieux qui lui est départi de par la Providence divine et de par son propre génie. Tous les éléments dont elle se compose sont, à cette heure, plus que jamais séparés, déchaînés en elle. Ils s'élancent furieux les uns contre les autres.

Le prêtre inquiet, abandonné, méprisé, dans sa sphère détruite, agit et conspire; dans sa sphère incomplète, inachevée, écroulante, l'universitaire, le savant, délaissé, ridicule, se débat, conspire, s'agite dans le vide de ses théories creuses, malsaines, impuissantes. Et le libre-penseur, toujours hérétique, toujours protestant, se dresse et se heurte aussitôt contre le libre-penseur rival, sans pouvoir jamais devenir autre chose que ce qu'il est. Voilà pour le domaine intellectuel.

Dans le domaine physique, le mendiant, dans l'oisiveté, traîne toujours ses guenilles souillées: au sein de la forêt humaine, devenant de plus en plus barbare, stérile, le malfaiteur, dans l'ombre, traîne toujours à son aise ses attaques hardies et productives d'un pain misérable, maudit de Dieu et des hommes. L'ouvrier, moderne esclave, dans cette même forêt, y promène le drapeau rouge, déchiqueté, de sa misère et du salaire, et le hémite de temps à autre, dans des essais stériles, contre le drapeau bleu des maîtres où ces tristes devises sont inscrites en caractères sanglants: *Respect à la propriété, à la Liberté à l'Ordre public! Chacun pour soi, chacun chez soi! Silence à l'ouvrier qui murmure! répression et châtiement pour qui proteste et se lève contre ce qui le fait souffrir!* Et le drapeau dictatorial du capitaliste flotte au-dessus de ces deux drapeaux ennemis du maître et de l'ouvrier.

Mais, citoyens, là où la guerre est la plus active, déchaînée, en elle, retentissante, ce n'est pas dans l'arène intellectuelle, ce n'est pas dans l'arène physique, industrielle, c'est dans l'arène gouvernementale, dans le domaine politique. Peuple, bourgeoisie, gouvernants, y sont aux prises. Ils s'y disputent l'honneur, chose étrange! incroyable, de créer... quoi? un monstre véritable! une chimère! ce qui, de par Dieu et de par les hommes ne peut pas être! un gouvernement fort et stable! Notez ces deux points-ci!

L'épée de la France, en effet, épée glorieuse, qui reviendra si nous le voulons, ou savons la faire revenir, pour accomplir ses destinées présentes et futures, s'en est allée brisée dans sa forme gothique aux mains des derniers rois de France devenus, à leur tour, rétrogrades, usés, stériles, en l'an de grâce 1789. Depuis cette époque, glorieuse à plus d'un titre, ce qui remplace cette épée, c'est un sabre, le sabre de la force brutale, le sabre du soldat obéissant, passif.

Le gouvernement actuel le voudrait transformer en glaive impérial, tel qu'il était aux mains des Césars de Rome, menaçant de sa pointe acérée les poitrines nues, et de la bourgeoisie, et du peuple. Il oublie, dans son rêve, que l'esclave moderne est l'ouvrier, et que le polythéisme moderne est le catholicisme. Il oublie, dans son rêve, que le Christ de l'Évangile peut dire à cette heure ce qu'il ne pouvait quand on le crucifiait, et qu'il le dit au fond de toutes les consciences, en Égypte, s'il ne le peut dire encore, en pleine lumière, en son pays natal, en France.

Mais la bourgeoisie s'oppose à cette transformation en glaive impérial du sabre populaire. Elle veut la transformer en fer de guillotiné, en chaînes de prison, en bayonnettes passives pour réprimer le rémède populaire, en casse-tête du sergent de ville pour maintenir la circulation des rues; elle veut qu'il soit uniquement manié contre le populaire, en vue de sa défense propre, personnelle, par le prince, empereur ou roi, voire même républicain, veillant toujours sur ses intérêts et ses jours menacés.

Mais le peuple, à son tour, le voudrait maintenir en sa forme actuelle de sabre, avec ses traditions

glorieuses du premier empire sur les champs de bataille de l'Europe, et de la première république sur les champs de bataille à l'intérieur de la France. Il voudrait s'en servir, non plus contre les fantômes de l'étranger et du roi, des nobles et des prêtres, mais contre son ennemie cruelle, implacable, ignorante, la bourgeoisie. Empire ou république, peu lui importe qui règne, pourvu qu'il ait le libre usage du sabre national pour exterminer qui le blesse.

Tel est l'état des choses en France depuis 1789. Cet état est pitoyable. Il faut le faire cesser. C'est pourquoi je vous dis: *Buvons aux vrais moyens de rendre la France homogène.*

Le citoyen LABIAUX, de Newark (N. J.):

Aux Républicains de France.

Frères,

Nous, vos co-nationaux de pays ou de langue, habitant la libre, la grande République des États-Unis, où nous avons immigré, soit par suite d'exil ou de persécutions politiques; soit par dégoût pour les régimes et les conditions anormales de l'Europe; soit pour échanger contre l'aisance et le bien-être par notre travail—la gêne et la misère que nous endurons dans nos régions natales; nous venons en ce jour solennel, commémoratif de la date la plus sublime, la plus importante de l'histoire, le 24 Février 1848! vous communiquer nos pensées.

Pendant de longues et sombres années, à partir du néfaste 2 Décembre 1851, nous avons constamment, et avec anxiété, suivi vos mouvements, et, il nous faut le dire, si nous n'avons jamais désespéré, ni douté de votre dévouement, de votre abnégation, de votre courage, nous nous sommes pourtant—dans notre impatience—laissés aller à vous accuser— injustement sans doute, de lenteur, de découragement à la *Voie Républicaine* et au *Progress!* Mais dès que nous avons vu naître la *Lanterne*, qui a fait apparaître et briller tant d'autres *Lumières, sentinelles avancées* de l'irrésistible armée militante de la *Démocratie*, nous nous sommes écriés: La vieille Gaule! La grande nation est toujours vivante et vertueuse!—Elle se réveille!—C'en est fait du gouvernement personnel!—La République s'avance!—Simple question de temps pour la proclamer!

Un moment nous espérions, mais avec angoisse, que vous alliez essayer d'en finir, au 25 Octobre!... Puis le jour de l'assassinat, ou celui de l'inhumation de notre ami Victor Noir!... Après, à l'arrestation du représentant du peuple, *Houri Rochefort!*... Vous en avez décidé autrement, et nous nous soumettons à votre jugement.

Arrêtez la pensée de vous envoyer à travers l'Atlantique, nos conseils, nos avis... Vous êtes sur les lieux, et vous savez ce qu'il vous faut faire et, quand il sera opportun de le faire! Cependant, citoyens, nous sommes persuadés de ne transgresser aucun devoir, ni aucun droit, en vous adressant ces exhortations:

Soyez fermes et infatigables dans la propagande de nos Principes!

Restez irréconciliablement opposés à tout ce qui est contraire à la vraie Démocratie!

Vous, Républicains de France! vous formez indubitablement la majorité du pays, et comme tels, vous avez la responsabilité, vis-à-vis du monde entier, qui espère en vous—qui compte sur vous—car c'est de vous que nous attendons ce jour de revendication, tant désiré—si longtemps et si impatientement désiré par les opprimés de tous les pays; Sachez-le bien, citoyens! avec la France Démocratique et les États-Unis Républicains, la *République Universelle*, sera proclamée, comme par enchantement, par tous les Peuples!

Le citoyen VOGEL:

À la femme. A celle qui guide nos premiers pas, inspire nos premières pensées, et nous soutient toujours dans toutes les luttes de la vie. On ne lui a pas encore donné la part qui lui revient dans la société, mais l'avenir lui rendra justice.

A nos épouses, à nos mères, à nos filles, à nos sœurs!

Le citoyen FAVER:

Citoyennes et citoyens, Il y a quelques semaines, je lisais dans le *Journal de Loiret* ce: "M. Paul de Cassagnac représente les honnêtes gens, et M. Henri Rochefort ne représente que la crapule."

Un autre journaliste, M. Francisque Sarcey, a qualifié le peuple de la grande capitale du nom de *Voyoucratie*.

Enfin M. Granier, dit de Cassagnac, a osé appeler

les 200 mille hommes de la manifestation de Victor Noir: *La canaille*.

Pis encore, nous voyons des journaux de Londres et de New-York glorifier l'empire en insultant le peuple de Paris.

Ceci m'amène à rappeler deux faits historiques.

C'était en 1566, Charles-Quint venait d'abdiquer en faveur de Philippe II. Les malheureuses provinces des Pays-Bas, alors le centre du commerce, de l'industrie et des arts, étaient devenues la proie de ce prince sanguinaire tout autant que catholique.

Comme don de joyeux avènement, il octroya à ces populations, les plus avancées, les plus libres, les plus frondeuses de l'Europe, non pas un sénatus consulté, mais bien la très sainte Inquisition, qui allait en vingt ans faire plus de deux cent mille victimes.

Les nobles Brabançons et Flamands, frappés dans leurs droits comme le peuple, firent cause commune avec lui. Ils se réunirent à Bruxelles, et signèrent ce fameux acte d'union et de résistance, connu dans l'histoire sous le nom de *Contrat des Nobles*.

Marguerite de Parme était alors gouvernante générale des Pays-Bas. On résolut de se rendre en corps auprès d'elle et de lui remettre le *compromis*.

Elle était à une des fenêtres de son palais, quand elle vit venir la longue procession de la noblesse belge. Elle était là avec le comte de Berlaumont, son conseiller intime, c'est ainsi que se nomment les Marfroi de tous les temps.

—Qu'est-ce donc, que cette foule qui vient au palais, lui demanda-t-elle?

—Que votre altesse Impériale ne s'inquiète pas dit le courtisan, ce ne sont que des *Gueux*!

Et *Gueux*, en effet, ils se nommèrent, ce Guillaume d'Orange, la plus grande figure du XVIIe siècle, ce valeureux et intrépide Maurice de Nassau et Egmont, et Horn, et Bredérode, et ce Marix de Ste. Aldégonde, l'immortel auteur du *Tableau de Religion*.

Et *Gueux* ils le devinrent par le costume car à partir de ce jour ils portèrent la besace, la gourde et le bâton du mendiant.

Mais ces *Gueux* ils ont fondé la République des Provinces-Unies, qui battit l'Espagne et fit trembler l'Angleterre. Ils ont réalisés les premiers dans le monde la liberté politique et religieuse.

Plus tard, le 4 octobre 1789, à Paris, on avait faim!

Pour apaiser le peuple, on lui donna du pain, on lui donna des soldats!

Le lendemain, les femmes se réunirent au Palais-Royal; elles s'émoussaient; elles s'exaltaient! Du pain! car il faut du pain aux femmes pour nourrir leurs enfants! Un cri part: A Versailles, et dix mille voix le répètent. Et, sous la conduite de Maillard, elles se mettent en route.

On riait à Versailles; Marie-Antoinette était là, entourée de ses courtisans, quand la nouvelle du mouvement arriva.

Un de ces beaux masculins, tout empanné de poudre à la *Marche*, part aussitôt pour aller aux nouvelles: il voit de loin cette nouvelle armée de femmes, il revint au galop.

—Que Votre Majesté se tranquillise. Il n'y a pas de danger. Ce ne sont que des *SANS-CULOTTES*!

Cette fois ce furent les femmes qui donnèrent leur nom à leurs maris. Et ce peuple si brave, si intelligent, qui d'une étreinte de ses bras puissants venait de renverser l'imprenable Bastille, s'enorgueillit du sobriquet de *sans-culottes*.

Et ces *sans-culottes* qu'ont-ils fait? Ils ont regagné la France; ils ont renversé les rois, ébranlé tous les trônes, fait trembler les tyrans; ils ont porté partout le drapeau de la République; ils ont fondé la République Batave, la République Cisalpine, la République Ligurienne, la République Transpadane, la République Cispadane, la République de Rome, la République Parthénopéenne. Ils auraient fondé la République Universelle, s'il ne s'était trouvé sur le chemin un Bonaparte qui brisa leur œuvre en 1800 comme un autre membre de cette famille Lamille a étouffé la nôtre en 1851.

Eh bien, citoyens, je bois aux *Gueux*, aux *Sans-culottes*, à la *Voyoucratie*, je bois à la *Révolution*!

Et cette *Révolution*, elle appartient au monde entier, parce que le peuple français, qui l'a accomplie, s'est fait Papôte et le martyr de l'humanité.

La révolution d'Angleterre au XVIIe siècle fut une affaire toute locale. Quoiqu'elle ait envoyé Charles I sur l'échafaud, elle n'a eu ni retentissement, ni contre coup à l'étranger.

La révolution américaine—à en la même caractère aussi n'a-t-elle, malgré ses grands succès, ses principes, ses succès, agité en aucune façon l'Europe.

Dans les deux pays, la révolution a été une œuvre

essentiellement égoïste, et cet égoïsme subsiste encore et forme la base de la politique des deux peuples.

En France, au contraire, la révolution a été une œuvre de dévouement à la liberté, de solidarité pour tous les peuples.

Et après 80 années le monde entier sait et comprend que le peuple français a conservé ses mêmes principes et que dans son cœur il y a toujours le même dévouement.

Aussi, citoyens, l'élection d'un président de la Grande République, ne fait qu'intéresser le monde. C'est une question de parti. L'élection d'un représentant du peuple à Paris, enflamme tous les cœurs, fait trembler tous les rois. C'est la manifestation de l'esprit républicain, c'est la voix de la solidarité universelle qui éclate de nouveau.

C'est cette solidarité que nous devons nous attacher à bien faire comprendre, n'oubliant pas la manière admirable dont le grand homme de la Révolution, Maximilien Robespierre, la formulait dans son admirable et immortelle *Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen*.

ART. 33.—Les hommes de tous les pays sont frères et les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme les citoyens du même Etat.

ART. 34.—Celui qui opprime une seule nation se déclare l'ennemi de toutes.

ART. 35.—Ceux qui font la guerre à un peuple, pour arrêter les progrès de la liberté, et anéantir les droits de l'homme, doivent être poursuivis par tous, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et des brigands rebelles.

Ce sont ces principes, citoyens, qui doivent nous faire chérir la révolution. Elle seule assurera au monde, à tous les peuples, la République, c'est-à-dire l'égalité, la justice et la liberté! A la Révolution!

Le citoyen ORSINI :

Aux Cubains!

Le 24 Février n'a pas été un simple mouvement local, mais bien la manifestation la plus solennelle, et l'affirmation la plus complète des droits des peuples.

Je ne suis pas de ceux qui croient qu'il existe un peuple prédestiné à prendre toutes les grandes initiatives, mais je serais injuste si je ne rendais hommage au grand peuple qui a fait le 24 Février, et il a été l'interprète le plus loyal, le plus sincère, et le plus désintéressé de toutes les souffrances et de toutes les aspirations de l'humanité esclavée.

Solidarité, s'est écrié le peuple du 24 Février. La Solidarité doit être la base de toutes nos actions—et c'est au nom de la solidarité, qu'en ma qualité de citoyen républicain, je proteste contre la politique du gouvernement des Etats-Unis vis-à-vis la révolution cubaine.

1° Je connais très bien l'Espagne, je sais que le peuple espagnol est républicain; il l'a prouvé par ses efforts héroïques à Cadix, à Malaga et à Valence, mais pour le moment, pour le moment, entendons-nous bien, il est vaincu par la réaction qui lui impose la monarchie et l'esclavage. Cuba répond républicainement et abolition de l'esclavage. Pouvons-nous hésiter? non. Je condamne donc la politique du gouvernement républicain de Washington.

O peuple américain, peuple jeune, généreux et brave, ta mission est incomprise par ceux-là même que tu as appelés à diriger tes destinées. Oui, citoyens, il existe un triumvirat dans ce pays qui croit avoir le monopole de l'idée américaine. Mais quant à moi, Sumner, Fish, et un autre que je n'ai pas besoin de nommer, me font l'effet de trois fossoyeurs politiques chargés par la monarchie européenne de creuser une fosse à la république cubaine. Si vous parlez de Cuba à ces trois génies politiques, ils vous répondront: "Il n'existe pas de révolution à Cuba, on ne se bat pas à Cuba, etc., etc., etc."

Eh bien! citoyens, depuis dix-huit mois, les Cubains ont offert tant de martyrs à la cause républicaine, que chaque homme libre pourrait ramasser une poignée de leurs cendres et la jeter à la face des aveugles et des égoïstes qui composent l'administration du général Grant.

Une république qui, sous le prétexte de payer ses obligations financières, laisse protester ses obligations morales, est ou un mensonge ou une mystification politique.

Je sais que, même dans ce pays, il existe une société et une presse aristocratique prêtes à défigurer tout ce que les républicains font et disent. Cette société se compose de grands hommes qui traversent vingt fois l'Océan pour obtenir une entrevue aux Tuileries. Je voudrais les voir ici pour leur prouver la différence des banquets populaires avec les ban-

quets monarchiques. Le remords, la peur et la haine président aux banquets des rois, la tranquillité et la fraternité aux banquets des peuples.

A l'ancien César, le spectre de la république romaine le torturait à chaque instant en lui reprochant sa trahison.

L'usurpateur Macbeth ne pouvait approcher une seule fois la coupe de ses lèvres sans que Banco ne trinquaît avec lui.

Les César et les Macbeth modernes, quoique enfermés dans un cercle de baïonnettes, ne peuvent empêcher Baudin d'arriver jusqu'à eux.

Mais dans cette enceinte rien ne vient troubler notre fête, et cependant on nous accuse d'avoir versé le sang innocent.

Eh bien! que Charles Stuart et Louis XVI viennent donc une fois nous reprocher ce que les courtisans appellent nos crimes; qu'ils viennent ici s'asseoir parmi nous, je leur céderai ma place au besoin.

..... Mais non, personne ne vient, et personne ne viendra, et savez-vous pourquoi, citoyens?

Parce que si les oppresseurs et les usurpateurs ont été jugés, ils l'ont été par le peuple; s'ils ont été condamnés, ils l'ont été par le peuple; s'ils ont été punis, ils l'ont été par le peuple, car le peuple sera toujours ce qu'il a toujours été, le seul et vrai dépositaire de la conscience humaine.

Citoyens, je vous prie de vous joindre à moi pour porter un toast aux souvenirs du 24 Février qui a sapé les fondements de la monarchie et de l'Eglise.

Espérons qu'une nouvelle secousse, dont nous avons déjà ressenti les symptômes, ne se fera pas attendre, et alors, sur les débris du trône et de l'autel, nous élèverons un monument impérissable de gloire populaire sur lequel nous écrivions, avec le sang de nos martyrs, le programme de l'avenir: égalité de conditions, justice dans l'humanité, fraternité et solidarité des peuples.

Le citoyen GOUIN :

Aux proscrits, aux exilés de tous les pays; à ces glorieux vaincus qui, malgré les prisons, l'exil et la misère, sont restés inébranlables dans leurs convictions, fermes comme le roc, et qui, toujours sur la brèche, ont lutté jusqu'à la dernière heure, et lutteront encore jusqu'à la mort pour le triomphe de la liberté!

Le citoyen CONSTANT :

Citoyens,
Aux femmes de la Révolution.
A la mémoire des énergiques républicaines de 1789.

Au souvenir des mères, sœurs, épouses et fiancées des invincibles soldats de la république.
L'histoire nous apprend tous les dévouements de ces femmes modestes, mais héroïques.

Représentons nous un peu leur situation pour mieux apprécier leur conduite patriotique? Mal vêtues, sans pain ni feu, elles n'hésiteront pas à faire le sacrifice de leur dernier soutien pour la patrie?...

"Partez disaient-elles à ces géants qui devaient étonner le monde; partez! marchez aux frontières, combattez les ennemis de la république. Edifiez à la place des trônes que vous avez renversés le temple de l'éternelle justice? Partez! tout homme se doit à la patrie.—

Pour être digne de notre amour il faut vaincre ou mourir.

Citoyens,

Aux républicaines de 48 qui donnèrent, en maintes occasions, l'exemple du dévouement à la cause du progrès, et à celles qui dans l'exil ont soutenu le courage souvent vacillant des patriotes qui soupiraient après la patrie absente.

Citoyennes et citoyens,
Je bois au triomphe de la révolution sociale que nous préconisons.

A la révolution qui nous donnera à tous l'égalité, la liberté et la fraternité.—A la République universelle.

Le cit. C. PELLETIER.

Les Socialistes de la Révolution de 1848.

Air: *Faute d'un moine l'abbaye...*

1.

A la guerre, à la tyrannie
Le monde voulant échapper.
Quelques écrivains de génie
Ont cru devoir s'en occuper.
Mais comme ils ont dans leurs ouvrages
Parlé d'affranchir le prochain.
On a persécuté ces sages
A la honte du genre humain

2.

Surpris de heurter la misère
Où l'abondance doit régner,
Ils ont bravé haine et colère
En voulant y remédier.
Chacun d'eux eut sa panacée
Dont je vais faire l'examen,
On doit propager la pensée
Des bienfaiteurs du genre humain.

3.

Pierre Leroux dit qu'on doit être
Son pape, son roi, son sujet,
Et que notre âme va renaitre
Dans un autre moi plus parfait,
Son cirulus et sa triade
Fondent le droit républicain,
L'Egalité n'est plus nomade,
Elle régit le genre humain.

4.

Proudhon! que le travail commande
Au capital son serviteur!
Du marché l'offre et la demande
Font loi pour tout compétiteur.
Des valeurs l'échange équitable
Succède au commerce; et soudain
La Justice sans Dieu, ni diable
Organise le genre humain.

5.

Considérant, dans sa phalange,
Où le travail est attrayant,
Où l'on produit, consomme, échange,
Selon sa force et son talent,
Fait si bien, que la multitude,
Sans craindre pour son lendemain,
Passe du travail à l'étude
Dans l'intérêt du genre humain.

6.

Louis Blanc veut qu'on s'associe
Pour organiser le travail,
Que des arts et de l'industrie
L'Etat tienne le gouvernail.
Dans l'atelier égalitaire
Quelque habile que soit la main,
Chacun touche même salaire
Par dévouement au genre humain.

7.

De chacun selon sa puissance,
A chacun suivant ses besoins!
A pratiquer cette sentence
Mettons, dit Cabet, tous nos soins.
Du communisme l'utopie
Sera réalité demain;
Et nous ferons en Isarie
Fraterniser le genre humain.

8.

A nous maintenant leurs disciples
D'appliquer ce qu'ils ont de bon
Comme un principe à ses multiples
La Justice aura sa raison;
Suivons-la, sans peur ni faiblesse,
Il s'agit d'ouvrir le chemin
Au bon vouloir de la jeunesse,
Pour l'avenir du genre humain.

Chicago.

L'Union Républicaine de Langue Française a célébré par un banquet républicain le 22^{me} anniversaire de la révolution du 24 Février 1848. Les citoyens Crémieux, Lebrun, Barbier, Leroux et Pilate ont organisé la fête à la satisfaction de tous, et par leurs discours énergiques et vrais les citoyens Crémieux, Berno, Lécour, Gérardin, Dupont, Carpent, Merry et Kurz l'ont illustrée.

Les toasts n'ont pas fait non plus défaut. En voici les plus remarquables:

1. A la République universelle.
 2. A la République américaine.
 3. A la mémoire de George Washington.
 4. A celle de Lafayette.
 5. A celle d'Abraham Lincoln.
 6. A celle de Victor Noir.
 7. A U. S. Grant.
 8. A Victor Hugo.
 9. A l'Armée de l'Union.
 10. Aux Sénateurs qui ont voté pour l'admission de M. Revels dans le Sénat des Etats Unis.
 11. A la Presse.
 12. A tous les républicains du globe.
- La *Marsuillaise* et plusieurs autres chants pa-

triotiques ont terminé cette soirée, dont le souvenir restera longtemps gravé dans l'esprit de ceux qui ont eu l'avantage d'y assister.

Nous apprenons qu'une fête non moins remarquable a eu lieu le 24 février à la Nouvelle-Orléans.

Une telle manifestation sur ce vieux sol oligarchique est un double triomphe pour l'idée révolutionnaire. Le progrès a pour mot d'ordre : plus de distances, plus de latitudes mandites !

SECTIONS DE NEW-YORK.

L'espace occupé par le compte-rendu des banquets du 24 février, nous force à ajourner au prochain numéro du Bulletin le résumé des travaux de nos sections.

Des Salariés de l'Etat.

Sur la question de salaire un membre s'exprime ainsi :

La tendance de notre époque, c'est de rendre aux travailleurs les instruments de la production. Mais l'ouvrier ne peut les conquérir seul ; ce n'est que par la coopération dans le travail, la solidarité dans les industries, qu'il y parviendra. L'instrument du travail cessera d'être une propriété particulière pour devenir une propriété collective ; tous en jouiront, mais nul n'en disposera. La société remplacera la propriété, et le travailleur deviendra fonctionnaire social.

Ici se présente la grande objection des économistes : les entreprises particulières sont seules prospères ; les travaux entrepris par l'Etat coûtent toujours plus cher, et sont plus mal faits. Donc, pas d'intervention de l'Etat dans l'industrie, chacun chez soi, chacun pour soi. L'Etat, c'est la police de la société, il ne doit pas faire autre chose.

Les travaux entrepris par l'Etat coûtent fort cher, mais pourquoi ? C'est que l'Etat, l'improductif par excellence, est servi par des salariés, non par les fonctionnaires.

Le salarié, c'est l'irresponsable : qu'il fasse bien ou mal, peu ou beaucoup, il n'en reçoit que le même salaire. Son intérêt n'est pas de faire mieux, c'est d'échapper à la tâche.

L'Etat, avec ses soldés et ses salariés, doit donc disparaître devant la liberté. Mais s'il ne doit plus se charger des travaux publics, il ne doit pas davantage les adjoindre aux enclaves à quelques capitalistes. Car alors, l'entrepreneur ne songera qu'à bénéficier le plus possible ; l'ouvrage sera mal fait, parfois même, ne sera pas fait du tout ; les agents du pouvoir, chargés de surveiller les travaux, seront payés pour fermer les yeux ; le peuple chantera peut-être, mais il peiera.

La société, et sous ce nom, nous entendons selon le cas la commune, la circonscription ou le pays, la société, dis-je, ne pourrait-elle traiter directement avec les travailleurs ? S'il s'agit d'une route, qu'on fournisse aux terrassiers les instruments et matériaux de travail, qu'on les paie à la tâche pour éviter tous frais de surveillance, et tout en étant bien servi, on le serait à bon marché.

S'il s'agit d'un édifice public, la commune ne pourrait-elle traiter directement avec les maçons, les charpentiers, les menuisiers, les couvreurs et les peintres ?

Enfin, si les travailleurs des diverses industries savaient s'organiser, les consommateurs ne pourraient-ils traiter directement avec eux, au lieu de traiter avec des patrons ?

Oui, tout cela serait possible, mais à une condition : que les travailleurs soient organisés de façon à produire sans patrons, échanger sans intermédiaires et se créditer sans le secours des banquiers. Jusque-là, les institutions du passé seront plus ou moins nécessaires. Servons-nous-en donc pour préparer la voie ; pour amener l'époque où l'on n'aura plus besoin d'elles.

Necrologie.

Saint-Louis (Mo.)

Citoyens,

L'Union Républicaine de Langue Française vient de perdre son fondateur. J. Loiseau est mort samedi dernier à 8 heures et un quart du soir. Je viens, aujourd'hui, vous faire connaître les détails de sa maladie et de sa mort.

Nous étions en train d'organiser la célébration de l'anniversaire du 24 Février, qui devait avoir lieu le samedi soir 26 du même mois. Il était membre de la commission d'organisation. Il travaillait à sa ta-

ché avec l'intelligence et le dévouement que chacun lui connaissait. Son travail, il le multipliait, et c'était avec joie, car il savait que, cette année, l'anniversaire en question aurait une grande importance. De nombreuses adhésions arrivaient de toutes parts, d'Amérique aussi bien que d'Europe. Chaque lettre, chaque mot de sympathie faisait battre son cœur républicain.

Le 13, il se livrait encore à ses occupations ordinaires, quand il fut pris tout à coup d'une forte fièvre. C'était la petite vérole de l'espèce la plus dangereuse. La maladie suivit son cours ordinaire, en soumettant le malade à une fièvre et à des douleurs atroces jusqu'au 24. L'agonie n'a pas tardé à commencer, et il est mort, le 26, au moment du banquet.

La nouvelle de sa mort a arraché des larmes à beaucoup, a répandu la douleur sur tous les fronts, et a communiqué à notre soirée un air bien triste.

J. Loiseau était fondateur et membre de la Société des Druides, du Camp Fremont, G. A. R. et de l'Union Républicaine. Ces trois sociétés se sont entendues pour organiser ses funérailles qui ont eu lieu à 3 heures de l'après-midi, dimanche 27. Son cercueil a été accompagné par beaucoup d'Allemands et d'Américains, et par un grand nombre de Français.

Après les cérémonies, en usage parmi les Druides, le citoyen Reynard a fait entendre quelques chaleureuses paroles, au nom de l'amitié qu'il portait, et que tous les Français portaient à celui qui laissait un si grand vide dans la population française.

Le citoyen Mercadier a parlé au nom de l'Union Républicaine.

Le citoyen C. Mesnier a pris la parole au nom du Camp Fremont, G. A. R.

Le citoyen Luckner a rappelé les services que J. Loiseau avait rendus à la cause républicaine.

Et puis un peu de terre a recouvert les restes de celui que nous avions tant aimé, et que nous remplacerons difficilement.

Voici en quels termes l'un des orateurs s'est exprimé :

« Républicains, il y a à peine quelques heures, nous affirmions les grands principes et les saintes aspirations de la démocratie dans l'enceinte où nous avons appelé le souvenir de notre chère révolution de 48. Maintenant, nous les affirmions de nouveau en présence de cette tombe, en face de la mort, qui démontre, elle aussi et d'une manière bien touchante, la fraternité et l'égalité des hommes.

« Mourir à 35 ans ! Les services que J. Loiseau a rendus à la cause nous permettent à peine de enlever tout ce qu'il aurait fait encore pour elle, s'il avait vécu. Sacrifier sa santé et ses propres intérêts pour se dévouer, corps et âme, à la défense et au triomphe des idées libérales : telle fut, en deux mots, toute la vie de notre frère. N'hésitons pas, citoyens, n'hésitons pas à le placer au nombre des martyrs de la liberté.

« Sur son lit de mort, nous l'avons vu ce qu'il avait toujours été. Les instants lucides que lui laissait sa cruelle agonie, il ne les consacra ni à sa santé, ni à ses affaires personnelles ; il n'eut qu'un souci : celui de faire le plus possible pour aider à l'organisation de notre grand anniversaire ; il n'eut qu'un regret : celui de ne pouvoir assister, en personne, à la fête qui, disait-il, devait être le plus beau moment de sa vie.

« Que les choses d'ici-bas sont étranges ! C'est au moment où un de tes amis portait un toast à ton prompt rétablissement, et où de chaleureux applaudissements consacraient ses paroles, c'est à ce moment là que tu rendais ton dernier soupir. Puisses-tu, lorsque tu as subi ta dernière transformation terrestre, oh ! puisses-tu avoir entendu et compris ces républicains, tes frères, exprimant leur immense désir de te voir vivre encore de longues et belles années.

« Citoyens, dans ces jours si pleins d'événements et d'espérances, il se passe en Amérique un fait d'une importance capitale. L'Union Républicaine groupe en un seul tout immense tous les membres dispersés de la famille française. Citoyens, je le déclare ici, celui que nous allons couvrir d'un peu de terre fut le fondateur de cette utile association. A lui l'honneur d'en avoir conçu l'idée ; à lui l'honneur d'avoir, le premier, travaillé à l'organiser ; à lui l'honneur d'en avoir été un des membres les plus utiles.

« La mort de J. Loiseau creuse un vide dans le parti républicain de la langue française en Amérique. Le vide qu'il laisse parmi les Français sera bien difficile à combler. Tous le connaissaient. Celui qui avait un service à demander s'adressait à J. Loiseau, bien certain de ne jamais essuyer de refus. Il n'avait aucun ennemi. Partisans ou adversaires avaient un droit égal sur son cœur. Tous savaient combien ce cœur était bon, sympathique, généreux.

« Cher ami, frère à jamais regrettable, nous nous sommes efforcés d'élever notre cœur au niveau du tien. Quand tu vivais, nous t'avons aimé ; quand tu étais sur ton lit de douleur, nous t'avons soigné. Aujourd'hui, que tu n'es plus, nous venons pleurer sur ta tombe.

« Citoyens, des républicains peuvent verser des larmes, ils ne doivent jamais se laisser abattre. Mais les plus grands malheurs ne doivent les décourager. La cause que nous défendons a besoin de nous. Soyons de plus en plus dignes d'elle. D'ailleurs, citoyens, l'encre des transformations sociales se montre déjà à l'horizon. Celui que nous venons de perdre l'a sans doute entrevue en fermant ses yeux pour la dernière fois. Cette vue a adouci son adieu à la terre. Citoyens, que cette pensée adoucisse aussi nos regrets ! »

Alexander Herzen.

Herzen, le grand agitateur russe, vient de mourir. C'est pour la république future des peuples une perte immense.

Il s'est éteint au moment où son œuvre commençait à prendre corps et que les paysans de la Russie, initiés à l'idée républicaine par son devancier Pestel, allaient se soulever pour rendre la liberté et l'égalité à leur patrie.

Encore un martyr de la monarchie qui, jeune encore, n'a pu voir triompher la cause à laquelle il s'était dévoué.

Sa vie n'a été qu'un perpétuel combat en faveur des déshérités de la société, et, quoique riche, il n'a songé qu'aux moyens de rendre la liberté aux serfs, l'abondance aux pauvres, et aux travailleurs la part légitime qu'ils doivent avoir dans la distribution des richesses.

Souvent calomnié, presque toujours méconnu par ceux qui servaient sa cause, le chagrin qu'il en a ressenti lui a ravi sa santé et a abrégé ses jours.

Son scepticisme pour les idées révolutionnaires qui ne reposent pas sur une réorganisation sociale, son sourire ironique quand on lui parlait de l'intervention de Dieu dans les affaires gouvernementales l'ont fait considérer à tort pour un homme plus communiste que révolutionnaire, qui ne voyait que le paysan russe pour affranchir le monde.

C'est qu'en effet il ne comptait guère sur les populations pourries de civilisation et de débauche pour jeter à bas la société, et traverser les années de misère qui serviraient à la réédifier.

Les Russes seuls lui paraissent aptes à cela.

Ses amis l'ont accompagné à sa dernière demeure et lui ont exprimé, dans leur dernier adieu, combien ils regrettaient d'avoir perdu en lui un ami aussi bon, aussi dévoué, et la révolution un aussi grand serviteur.

AVIS.

A NEW-YORK.

La 1ère Section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois.

La 2e Section le second et le quatrième mercredi de chaque mois.

La réunion générale des Sections le second dimanche de chaque mois à Steuben House, Bowery.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin se renouvelant à tour de rôle, se réunit le premier et le second vendredi de chaque mois dans ses bureaux, 135, Wooster street, au tour de ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française doit être adressé.

A SAINT-LOUIS (Mo.).

La Section se réunit régulièrement tous les premiers dimanches de chaque mois à 3 heures du soir, à la salle des Druides, coin sud-ouest de Park avenue et de la 7e rue.

Pour tout ce qui concerne la Société de l'Union Républicaine de Langue Française aux Etats-Unis, s'adresser : A New York. — Au citoyen D. DEBBICHY, 33, Wooster street.

A SAINT-LOUIS. — Au citoyen BAUER, 610, Spruce street.

A CHICAGO. — Aux citoyens A. GAGNARD et CLAPIER, 1, J. Monroe street.

A NEWARK. — Au citoyen LABIAUX, 108, Hasley street.

A BOSTON (Mass.). — Au citoyen HERMINEUSE, 3, Avery Place.

A PATERSON. — Aux citoyens MERRIER et VOISIN.

A CARROLLT. — Au citoyen A. DIEBER.

A TOPEKA (Kansas). — Au citoyen JULIEN LEMOUX.

A KEOKUK (Iowa). — Aux citoyens CHATELAIN et ETIENNE CONSTANT.

A LEAVENWORTH (Kansas). — Au citoyen CASIMIR BOURSE.

A SAN FRANCISCO. — Au citoyen HERBOLD.